

*Remplacement du mazout—Loi*

En toute franchise, je ne peux que souscrire aux affirmations de mon collègue de Cochrane-Supérieur (M. Penner) lorsqu'il affirme que ce projet de loi est discriminatoire à l'endroit des gens du Nord, notamment ceux du nord de l'Ontario. Je dois prévenir le gouvernement que quelles que soient les relations privilégiées qu'il entretient avec les conservateurs provinciaux, nous allons vraisemblablement avoir sous peu une campagne électorale dans cette province et les citoyens du nord de l'Ontario vont surveiller de près l'attitude que le gouvernement fédéral adopte à l'égard des besoins du Nord. Le gouvernement s'en tire très bien pour ce qui est de prononcer de beaux discours et de nommer des députés du Nord au sein du cabinet, mais quand on examine les programmes essentiels comme le Programme canadien de remplacement du pétrole, on constate qu'il traite injustement les résidents du nord de l'Ontario.

Je sais qu'au cours de la fin de semaine le député de Cochrane-Supérieur a fait une tournée du Nord en compagnie du leader ontarien David Peterson, et quiconque s'est rendu dans cette région pourrait dire à la Chambre que les gens du nord de l'Ontario savent reconnaître l'injustice de projets de loi comme celui-ci. Les députés de Toronto ont beau jeu de dire qu'il n'y a pas de problème, qu'on pourra sans mal respecter l'échéance de mars et parachever l'installation avant la fin de juin. Mais pour ceux qui habitent des régions où le gel persiste jusqu'à la fin d'avril ou au début de mai, parachever cette installation avant la fin de juin sera presque impossible. Monsieur le Président, j'imagine que de nombreux députés parmi les 211 que compte le gouvernement doivent s'occuper des affaires de leur circonscription, étant donné qu'ils n'assument pas de responsabilité en tant que ministre ou de secrétaire parlementaire. Il me semble que ces députés devraient exercer des pressions sur le ministre pour qu'il reconduise le programme, sinon pour qu'il mette le projet de loi en veilleuse pendant six mois, de façon que les habitants du Nord puissent se prévaloir de cette installation. Ils pourraient presser le gouvernement de laisser ces Canadiens s'en prévaloir jusqu'à une date avancée de l'été. Ce faisant, ils viendraient en aide à ces Canadiens d'une façon tangible et pratique. Nous ne verrions pas là une manœuvre détournée visant à camoufler le fait que le gouvernement actuel se dérobe à ses responsabilités.

Le gouvernement n'a pas dit aux Canadiens qu'il déposerait un plan d'action en matière d'énergie. Il n'a pas dit qu'il déposerait un accord avec l'Alberta. Il n'a pas pris les difficiles décisions en ce qui concerne le prix de l'énergie et les accords fédéraux-provinciaux. En vérité, ce que le gouvernement a fait n'est qu'une mesquine tentative de dire aux Canadiens qu'il effectue des coupes sombres, pendant que le premier ministre (M. Mulroney) remplit ses coffres et augmente ses propres effectifs de 54 p. 100.

Le premier ministre et le gouvernement disent aux Canadiens qu'ils abolissent le Programme canadien de remplacement du pétrole, l'un des rares programmes qui restent en place sous le régime conservateur et qui visent à aider les travailleurs canadiens qui veulent être propriétaires. Quiconque a examiné la hausse des taux hypothécaires et la décision récente de la SCHL de doubler le coût des garanties hypothécaires se rend compte que le gouvernement a déjà majoré d'au moins \$3,000 le prix que l'acheteur moyen devra payer pour sa maison au Canada. Les Canadiens attendent et veulent davantage du gouvernement.

• (1220)

**Le président suppléant (M. Paproski):** La Chambre est-elle prête à se prononcer? Le député de Calgary-Est (M. Kindy) a la parole.

**M. Alex Kindy (Calgary-Est):** Monsieur le Président, les députés de l'opposition se plaignent de ce que le gouvernement effectue des coupes ici et là. Ils devraient se demander pourquoi il agit ainsi. Nous n'exerçons le pouvoir que depuis six mois et nous avons hérité cette année d'un déficit de 35 milliards de dollars. Nous devons mettre de l'ordre dans nos affaires; c'est aussi simple que cela. Nous ne pouvons continuer ainsi de dépenser sans cesse. Le moment est venu de mettre de l'ordre dans nos affaires et de commencer à gouverner.

Il y a eu au Canada des programmes à l'intention des industriels et des propriétaires de maison, mais ils n'ont pas contribué à la croissance économique de notre pays. Je voudrais demander à la députée de Hamilton-Est (M<sup>me</sup> Copps) pourquoi elle estime que nous devrions continuer à dépenser au lieu de nous attaquer au difficile problème de la réduction du déficit.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La Chambre est-elle prête à se prononcer? Le député de Brant (M. Blackburn) a la parole.

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, j'ai l'impression que le député qui vient de se rasseoir croyait que nous avions une période réservée aux questions, mais ce n'est pas le cas puisque la durée des discours est limitée à dix minutes. Je voudrais parler très brièvement de ce projet de loi.

Tout d'abord, je tiens à dire à quel point je regrette que le gouvernement veuille se débarrasser des programmes PITRC et PCRP dont le succès et l'efficacité ne sont plus à démontrer. Peu après l'entrée en vigueur du programme PITRC, je me suis rendu à Washington avec le sous-comité des pluies acides. Nos homologues américains trouvaient ce programme tellement remarquable qu'ils se proposaient d'en créer un du même genre aux États-Unis. C'était un programme très innovateur, tout comme le PCRP. Ces deux programmes profitaient directement aux citoyens. Nous parlons souvent à la Chambre des Canadiens ordinaires auxquels ces programmes étaient justement destinés. Cependant, une fois de plus, les conservateurs font fi des besoins des Canadiens ordinaires en éliminant ces deux programmes.

Quelqu'un a demandé tout à l'heure comment nous pourrions continuer à dépenser de l'argent et à accorder des subventions. Je reconnais que le Canada a un déficit très élevé, puisqu'il est d'environ 35 milliards de dollars. Soit dit en passant, ce n'est pas entièrement la faute du gouvernement précédent. Quoi qu'il en soit, nous avons un déficit budgétaire très important, tout comme les États-Unis. Ce pays ultra-conservateur accuse aujourd'hui le plus gros déficit de son histoire, et celui-ci augmente cinq fois plus rapidement que le nôtre, surtout à cause des dépenses militaires et des subventions ou des avantages fiscaux accordés aux entreprises d'armement. Où sont les principes du gouvernement? Notre gouvernement élimine des programmes de subvention qui aidaient les Canadiens ordinaires à chauffer leur maison plus efficacement et à